



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 392

Texte de la question

RÉSULTATS DE TROIS ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

M. le président. La parole est à M. Yves Jégo, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Yves Jégo. Monsieur le Premier ministre, dimanche, à l'occasion de trois élections partielles, les Français ont sanctionné très sévèrement la politique que vous menez depuis six mois. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur de nombreux bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.)*

Votre effondrement dans les urnes est un fait. Vous ne pourrez ni accuser vos prédécesseurs ni, comme vient de le faire madame la garde des sceaux, balayer d'un revers de la main les arguments qui vous dérangent. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Ma question est simple. À défaut d'écouter ce que le groupe UDI vous dit, ce que l'opposition vous dit, ce qu'une partie de votre majorité vous dit, allez-vous entendre les Français ?

Allez-vous entendre l'incompréhension de ceux à qui vous avez promis de ne pas augmenter la TVA, alors qu'aujourd'hui même, vous et votre majorité allez faire exactement le contraire ? Allez-vous entendre le désespoir des 8 millions de familles que vous avez privées des avantages liés aux heures supplémentaires, et qui ne peuvent plus boucler leurs fins de mois ? *(Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur de nombreux bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.)*

Allez-vous entendre la colère des travailleurs de l'usine sidérurgique de Florange, auxquels vous avez promis, ici même, de relancer l'activité, alors que vous fermez les hauts fourneaux ?

Allez-vous entendre enfin la stupéfaction face à cette intrusion dans les affaires de justice du Président de la République et du ministre de l'intérieur, laquelle laisse pantois ceux qui sont, comme nous tous, attachés à l'indépendance de la justice ? *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Dimanche, c'est votre bilan que les Français ont jugé, monsieur le Premier ministre. Allez-vous les entendre ? Allez-vous enfin changer ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI, UMP et Rassemblement-UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement. *(Vives protestations sur les bancs des groupes UDI, UMP et Rassemblement-UMP.)*

Je ne rappellerai pas la règle à chaque fois : le Gouvernement choisit le ministre qui répondra à la question.

M. Alain Vidalies, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement*. Dimanche, le premier tour d'élections législatives partielles a eu lieu dans trois circonscriptions - deux étaient détenues, depuis fort longtemps, par la droite ; la troisième a été obtenue au mois de juin par le parti socialiste, à l'issue d'une triangulaire. Je conçois que, dans le charivari qui divise la droite, vous recherchiez quelques éléments de réconfort dans ces résultats. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UDI, UMP et Rassemblement-UMP.)*

Le premier tour a été marqué par une très forte abstention, habituelle dans ces circonstances, et sous toutes les majorités. *(Exclamations sur plusieurs bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP)* Mais nous n'en sommes qu'au premier tour. Dimanche prochain, il y aura deux candidats de gauche, dont vous me donnez l'occasion de citer les noms : Dolorès Roqué dans l'Hérault et Julien Landfried dans les Hauts-de-Seine. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP, dont de nombreux membres se lèvent.)*

Ces candidats seront ceux du choix du redressement des finances publiques pour retrouver notre indépendance

face aux marchés financiers. Ils seront les candidats de l'arrêt des suppressions de postes massives dans la fonction publique. Ils seront les candidats de la priorité donnée à l'éducation nationale, à la justice et à la police. Ils seront les candidats de la création des 150 000 emplois d'avenir et du contrat de génération. Ils seront les candidats de l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire et de la retraite à 60 ans pour certains travailleurs. Ils seront les candidats du crédit d'impôt compétitivité emploi, qui redonnera à nos entreprises une capacité d'intervention. *(Huées continues sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP, dont plusieurs membres quittent l'hémicycle.)*

M. Philippe Cochet. C'est inadmissible !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Oui, le Gouvernement et la majorité appellent à la mobilisation autour de notre projet, celui de construire ensemble un nouveau modèle français ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC, dont de nombreux membres se lèvent, ainsi que des groupes écologiste et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Yves Jégo](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 392

Rubrique : État

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 décembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 décembre 2012](#)